

Diplomatie

Francophonie : la secrétaire générale s'accroche, sa successeure essuie des reproches

Maria Malagardis

Libération, 11 octobre 2018

Alors que s'ouvre ce jeudi le 17^e sommet de la Francophonie en Arménie, la Rwandaise Louise Mushikiwabo devrait être désignée à la tête de l'organisation. Mais l'actuelle secrétaire générale, la Canadienne Michaëlle Jean, aimerait garder son poste. D'autant que la nomination de la ministre des Affaires étrangères de Paul Kagame suscite les critiques de nombreux commentateurs.

Michaëlle Jean persiste et signe : en fin de mandat, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ne semble toujours pas se résoudre à passer la main lors du 17^e sommet de l'institution qui s'est ouvert ce jeudi à Erevan, en Arménie. Alors que son départ est programmé depuis plusieurs mois, cette Canadienne d'origine haïtienne refuse toujours de renoncer à se représenter. Jeudi midi, dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture, elle a fustigé « *les petits arrangements entre Etats* », proclamant qu'une « *organisation qui prouise avec ses valeurs et ses principes est déjà une organisation moribonde* ». Un discours violent et peut-être amer.

La veille, même ses derniers alliés, le Canada et Québec (la province siège au même titre que le gouvernement fédéral à l'OIF), avaient finalement refusé de la soutenir. Sa dernière carte était perdue ? « *Rien n'est joué* » faisait savoir, quelques heures plus tard, le porte-parole de Michaëlle Jean. Pourtant le match semblait déjà perdu d'avance, car aucun candidat ne peut se présenter ou se représenter sans le soutien d'un Etat.

Sa très probable successeure est d'ailleurs connue depuis plusieurs mois : Louise Mushikiwabo, l'actuelle ministre des Affaires étrangères du Rwanda. Une candidature endossée bien avant le sommet d'Erevan par la France et l'Union africaine, deux poids lourds historiques de l'OIF, créée en 1970.

« Tout sauf elle »

Inhabituelle autant qu'inattendue, cette ultime bataille se déroule dans un climat électrique. Paradoxalement ce n'est pas tant le regret de voir Michaëlle Jean quitter son poste qui provoque des tensions. Et son bilan ne suscite pas forcément l'enthousiasme.

En interne, certains rappellent discrètement qu'elle a procédé à des nominations « *maladroites* », ne tenant pas compte du délicat équilibre entre pays. Et qu'elle n'a jamais su réellement imposer sa légitimité face aux chefs d'Etats africains qui constituent la majorité des membres de l'OIF. Sa réputation a aussi été fragilisée après la révélation de ses dépenses excessives, notamment pour son appartement de fonction à Paris (près 300 000 dollars, soit 260 000 euros) ou des voyages pas forcément indispensables (50 000 dollars pour quatre nuits dans un palace new-yorkais en septembre 2015). Enfin, sa première rencontre avec Emmanuel Macron, fin juillet 2017, « *fut un désastre, elle était totalement décalée, arrivant à Paris au dernier moment après des vacances prolongées à Assinie chez le président ivoirien* », commente un observateur qui a suivi la rencontre.

Très vite, après l'arrivée de Macron à l'Élysée, le « *tout sauf elle* » se serait ainsi imposé, avec l'accord tacite d'un certain nombre d'Etats membres. Restait à trouver la perle rare pour la remplacer. A l'issue d'un long processus, le nom de Louise Mushikiwabo a finalement émergé. Et c'est bien cette candidature qui a soudain déclenché des levées de boucliers. Car, décidément, le Rwanda reste un pays à part, suscitant des réactions épidermiques que peu d'autres pays provoquent. Surtout en France.

Sur Twitter, à la veille de la désignation de Louise Mushikiwabo, d'anciens militaires un temps engagés au Rwanda au sein de l'Opération Turquoise ne décoléraient pas contre ce qu'ils perçoivent comme un geste de Paris envers un pays, où la France est fortement soupçonnée d'avoir soutenu

les chefs d'orchestre du génocide de 1994.

Louise Mushikiwabo, 57 ans, a vécu cette histoire dans sa chair : installée aux Etats-Unis quand les massacres commencent, elle assiste de loin, impuissante, au massacre de sa famille. Elle ne retournera au Rwanda qu'en 2008, après dix-huit ans d'exil.

La France, en soutenant cette candidature, chercherait-elle à se réconcilier avec le Rwanda ? Certains semblent le regretter. Dans une tribune publiée par le Monde fin août, l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo se déclare ainsi « *perplexe* » face à cette hypothèse, jugeant même utile d'ajouter que « *la France a toujours nié* » cette complicité, sans aucun autre commentaire.

Elle regrette également cette nomination annoncée, alors « *qu'au Rwanda, le français a été remplacé par l'anglais comme langue d'enseignement* ». Certes, mais le français est toujours l'une des langues officielles du Rwanda. Contrairement à ce qu'affirment un peu vite un grand nombre de commentateurs. Or par ailleurs, la vraie langue nationale, hier comme aujourd'hui, reste le kinyarwanda, partagée par toute la population, fait rare en Afrique.

Quinze jours plus tard, début septembre, nouveau coup de semonce dans le quotidien du soir : pas moins de quatre anciens ministres français de la Francophonie cosignent une tribune dénonçant « une décision unilatérale » imposée par la France à ses partenaires, et visant à promouvoir la candidate d'un pays en délicatesse avec les droits de l'homme.

Des arguments qui font sourire un ancien chargé de mission de l'OIF : « *Ceux-là, on ne les a pas beaucoup*

entendus il y a quatre ans quand Michaëlle Jean a été imposée, au forcing pour le coup, par François Hollande. Ils n'ont pas plus protesté quand Michaëlle Jean, et l'OIF avec elle, ont fait profil bas face aux atteintes aux droits de l'homme, notamment au Congo-Brazzaville ou au Gabon. Et pourquoi ne se sont-ils pas émus de la même façon quand Boutros Boutros-Ghali avait été élu secrétaire général de l'OIF ? Alors qu'il venait pourtant d'un pays, l'Egypte, où le français n'est pas langue officielle et où les droits de l'homme n'étaient pas respectés ».

Le vrai décalage est peut-être ailleurs : « *De toute façon, tous ces commentaires font fausse route, explique le chargé de mission, les chefs d'Etat africains n'avaient aucun autre candidat consensuel à présenter. C'était ça le vrai problème. Et ils ont endossé le soutien de Louise [Mushikiwabo] avec enthousiasme. Ils la connaissent tous : elle dirige depuis si longtemps la diplomatie rwan-*

daise ! Et sa compétence est incontestable. En Afrique, le Rwanda est un pays admiré : il a réussi à se relever d'un génocide et est devenu l'un des pays les plus dynamiques du continent. Son président, Paul Kagame, y est très populaire ».

Ce dernier a été élu en janvier à la tête de l'Union africaine pour un an. Avec l'une de ses ministres à la tête de l'OIF, il confirmerait l'émergence de ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs sur la scène africaine, et désormais internationale. Mais cette nomination annonce peut-être aussi que le temps est venu pour « *un nouveau type de gestion* », comme le notait le Premier ministre québécois mercredi, en justifiant le lâchage de Michaëlle Jean. Ce jeudi matin, Macron est allé dans le même sens en invitant à « réinventer la francophonie » après avoir rappelé que l'Afrique en était « *l'épicentre* ». Un message à peine subliminal en faveur de la candidate rwandaise.